

## LEGATION OF SWITZERLAND

2900 CATHEDRAL AVE., N. W.

WASHINGTON 8, D. C.

Please refer to file  
No.I. USA - 7760.  
7401 - deBre/sc.

Le 15 novembre 1951.

E.M.G.,  
Section des renseignements,  
B e r n e .Rapport politico-militaire No 132.Concerne : Le voyage du Général Eisenhower à Washington.

Les trois jours passés par le Général Eisenhower aux Etats-Unis ont donné lieu à de nombreuses suppositions. Après avoir laissé se calmer les remous produits par son passage, je suis à même de vous donner de bonne source les informations suivantes :

Les entretiens militaires.

A côté de ses entrevues avec le Président Truman, le Général Eisenhower a eu des conférences avec les Chefs d'Etat-Major et les membres du Standing Group et du Military Representative Committee du NATO. M. Charles E. Wilson, Director of Defense Mobilization, qui dirige l'organisation de la production industrielle, a participé à ces entretiens avec voix consultative.

Les préoccupations du Général Eisenhower concernent aussi bien la lenteur que mettent les pays européens à réarmer que le retard apporté aux livraisons de matériel militaire venant des Etats-Unis.

Pour le premier de ces points, le Général a constaté un redressement réjouissant de l'opinion publique européenne vis-à-vis du réarmement, mais la situation économique et financière de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et aussi, dans

...

Dodis



une moindre mesure, des pays du Benelux et des Scandinaves empêche que ces bonnes dispositions se traduisent en faits.

L'augmentation du prix des matières stratégiques a déséquilibré la balance des comptes en dollars de ces pays, au moment où, grâce au Plan Marshall, ils arrivaient presque à se suffire à eux-mêmes. Pour trouver un remède à cette situation, il faudra attendre le rapport du comité d'experts qui a été créé après la conférence d'Ottawa et qui doit présenter ses conclusions au mois de décembre. Il est à prévoir qu'une fois de plus les Etats-Unis seront appelés à fournir une aide financière importante.

Le Général Eisenhower a insisté pour que les livraisons américaines soient accélérées. On souffre ici d'une des conséquences du système industriel américain. La substitution de plus en plus poussée du travail mécanique au travail manuel exige que toutes les machines-outils soient fabriquées avant que la production à la chaîne puisse débiter. Chaque arme nouvelle nécessite toute une série de machines-outils et chaque modification du modèle initial arrête le travail à la chaîne jusqu'à ce que le changement correspondant ait été apporté à l'instrument qui fabrique la pièce. Les Etats-Unis manquent encore de l'outillage nécessaire pour usiner en grande série et malgré tous les efforts faits dans ce domaine, il faudra encore quelques mois avant que cet obstacle soit surmonté et qu'ils puissent en même temps alimenter le théâtre d'opérations de Corée, réarmer les pays du NATO, fournir le matériel à leurs nouvelles formations, aux écoles et aux camps et vendre aux neutres. En attendant, la porte de l'Europe occidentale reste ouverte à l'invasion malgré les progrès qui ont été faits.

#### Les entretiens politiques.

Bien que le Général Eisenhower ait déclaré que son voyage n'avait aucun rapport avec la campagne électorale de 1952 et que le Président Truman ait démenti les bruits qui couraient au sujet d'une offre de soutien si le Général acceptait de poser sa candidature, il est un fait que la presse et l'opinion publique ont été plus agitées par les problèmes de politique intérieure que par les entretiens militaires. Le Général a eu une conversation téléphonique avec le sénateur Duff qui est l'instigateur républicain de sa candidature, mais il a refusé encore une fois de s'engager, se retranchant derrière les responsabilités du poste qu'il occupe en Europe.

Cette attitude met non seulement dans l'embarras les deux partis démocrate et républicain qui voudraient chacun s'as-

surer un candidat dont l'élection serait presque certaine, mais elle crée un malaise dans les sphères dirigeantes du Pacte Atlantique qui comptent sur le Général pour achever la mise sur pied de l'armée européenne et elle oblige le Comité des Chefs d'Etat-Major à songer à un successeur.

Le Général ne s'est prononcé ni pour un parti ni pour l'autre; il est opposé à M. Taft, républicain, dans le domaine de la politique extérieure, mais il a souvent manifesté son désaccord vis-à-vis de l'administration de M. Truman, démocrate. Les hommes qui conduisent actuellement la campagne pour sa candidature sont les républicains Duff, Dewey, Darby, Carlson, etc., mais le Président Truman, qui ne semble pas désireux de se représenter, serait fortement enclin à proposer le nom d'Eisenhower à la prochaine "Convention" démocrate (Assemblée des délégués du parti qui désignent le candidat à la présidence).

Ce qui ajoute à la confusion, c'est que la loi exige qu'un candidat appartienne au parti qui le choisit pour que son élection par la "Convention" soit valable. Les assemblées des délégués n'auront lieu qu'au mois de juillet 1952. On pense que le Général Eisenhower se décidera au printemps et que, s'il accepte une candidature, il se rangera sous la bannière républicaine. La question de sa succession comme Commandant en Chef du SHAPE aura dû être réglée au préalable. Il ne fait pas de doute que ce soit un Américain qui reçoive ce commandement. Les candidats dont on parle sont :

- le général M.T. Ridgway, Commandant des troupes des Nations Unies en Corée;
- le général O.N. Bradley, Chairman du Comité des Chefs d'Etat-Major;
- le général J.C. Collins, Chef de l'Etat-Major de l'Armée;
- le général A.M. Gruenther, Chef E.M. du Général Eisenhower en Europe;
- le général H.S. Vandenberg, Chef E.M. de l'Air Force;
- le général M.W. Clark, Chef of the Army Field Forces.

Ce dernier est à l'heure actuelle hors de course si sa nomination comme ambassadeur au Vatican est ratifiée par le Sénat. On dit même que cette nomination a été proposée par le Comité des Chefs d'Etat-Major, non seulement parce que le Vatican est un poste d'écoute de premier ordre, mais aussi pour l'éloigner comme concurrent possible pour le poste d'Europe ou pour remplacer le général Bradley. Le général Collins, Chef d'Etat-

Major de l'Armée, aurait fortement appuyé cette nomination. C'est pourquoi le général Clark, tout en acceptant l'ordre du Président, aurait demandé à être maintenu en activité pour pouvoir rester sur les rangs pour un poste militaire.

Le général Vandenberg jouit de l'estime générale, mais on craint que son tempérament impétueux l'empêche d'avoir la patience et le calme nécessaires.

Le général Gruenther passe pour avoir une intelligence remarquable et une culture étendue; le fait d'être le collaborateur direct du Général Eisenhower milite en sa faveur, mais il est peu connu de la masse et son poste de chef E.M. le maintient dans l'ombre.

Le général Collins a remporté de grands succès comme commandant de troupes, mais il est peu familiarisé avec les affaires politiques et économiques d'Europe.

Le général Bradley jouit d'un grand prestige, sauf auprès des Anglais et spécialement du Maréchal Montgomery. Les mémoires qu'il a publiés n'ont pas arrangé les choses.

Le général Ridgway réunit, semble-t-il, le plus de suffrages, mais dans les circonstances actuelles, on serait peu porté à Washington à changer le commandant du théâtre d'opérations du Pacifique.

Devant ces difficultés, on se demande si l'insistance que mettent les puissances européennes pour que le Général Eisenhower reste à son poste ne finira pas par l'emporter.

Colonel E.M.G. L. de Bremond  
Attaché militaire et de l'Air